

s'ils avaient l'impression de ne pouvoir s'emparer de cette région sans rencontrer une résistance bien organisée, il me semble qu'ils y songeraient par deux fois avant de s'y décider, car, même s'ils s'installaient en Europe occidentale, ils n'y trouveraient plus alors que ruines. Il semble bien qu'ils recourront plutôt à d'autres tactiques. Ils risquent beaucoup moins en établissant leur hégémonie sans coup férir.

Voici donc dans quelle situation nous nous trouvons. Nous sommes liés juridiquement (je devrais dire, en vertu d'une alliance) aux États-Unis; nous sommes liés aussi moralement et d'après les dictées du sens commun, à nos associés d'Europe occidentale, afin d'assurer notre propre conservation. C'est là, en effet, l'union de l'ancien et du nouveau monde, une union qui ne favorise pas plus l'Europe occidentale qu'elle ne nous favorise nous-mêmes. Une partie des pays ainsi associés, la nôtre, soit le Canada et les États-Unis, ne devrait pas, d'ici quelque temps, être l'objet d'une attaque. L'autre partie, l'Europe occidentale, est menacée dans un avenir plus rapproché. Mais là aussi, à cause des raisons que je viens de mentionner, le répit peut être assez prolongé. Des guerres et des rumeurs de guerre, même sérieuses, peuvent exister ailleurs, mais c'est là que se jouera vraiment la partie. Si nous avons le dessus, l'avenir de l'humanité sera assuré; sinon, les ténèbres couvriront la terre.

Nous devons tous être disposés à consacrer nos énergies, nos talents, notre patience et notre bonne volonté à la cause commune. Honorables sénateurs, l'occasion nous sera amplement fournie de les mettre à contribution. Les difficultés sont grandes, mais il est possible de les surmonter. Nos gouvernements sauront, à l'occasion, recourir aux mesures nécessaires; mais, dans une démocratie, cela n'enlève pas aux autres citoyens, surtout aux membres du Parlement, leurs responsabilités. Nous devons, selon moi, étudier très soigneusement un problème d'une telle gravité et d'une telle importance, afin de contribuer le plus possible à le résoudre. Il nous faut tout d'abord bien connaître quels sont nos moyens et les difficultés que nous avons à vaincre; savoir ensuite envisager carrément ces difficultés et, au besoin, aider tant que nous pourrions à les vaincre.

Or, qu'avons-nous à notre disposition? Notre union,—j'emploie actuellement ce terme parce qu'il existe une union d'intérêts,—comprend deux pays de notre continent, dont la population se totalise par 165 millions; elle comprend aussi dix pays de l'Europe occidentale dont la population globale atteint 172 millions; le

grand total s'établit donc à 337 millions. Le revenu national des deux pays de notre continent, en 1949, dépassait 234 milliards, celui des dix pays de l'Europe occidentale est de l'ordre de 73 milliards, soit plus de 300 milliards. Pour ce qui est des troupes, les plans actuels prévoient qu'à la fin de 1951 nous compterons en Amérique pas moins de trois millions et demi d'hommes sous les armes, tandis que nos alliés d'Europe en posséderont plus de deux millions et demi, soit, au total, plus de six millions. Les plans actuels envisagent la formation, à même cette réserve, d'une force intégrée sous le commandement du général Eisenhower, qui sera stationnée en Europe occidentale et comprendra environ 750,000 hommes. Cette immense force armée sera soutenue par des ressources naturelles abondantes, une grande faculté de production et une habileté technique consommée. Malgré l'étendue de la région à défendre, ces nombreuses forces armées sembleraient néanmoins, à condition d'être bien organisées et exercées, unies et habilement conduites, capables de barrer la route à toute combinaison possible d'ennemis.

Comment unir ces forces, voilà un problème véritable et bien particulier. Bien que l'Amérique partage avec ses partenaires européens un grand trésor culturel, un ensemble de circonstances a creusé entre eux et nous un abîme économique difficile à franchir. La plupart d'entre nous avons participé à deux guerres mondiales, mais notre continent s'en est bien moins senti que les populations de l'Europe occidentale. Le revenu par tête d'habitant aux États-Unis et au Canada est probablement trois ou quatre fois supérieur à celui du continent européen. Ainsi, le problème de l'intégration soulève une foule de difficultés. L'intégration des forces armées pose à elle seule un problème épineux, car il faudra résoudre les questions d'écart entre les taux de salaire, les allocations aux ayants droit et les conditions de vie. En outre, il y aura toujours le problème découlant de ce que chaque pays en particulier, malgré les obligations consécutives au traité, a le droit de déterminer le degré d'aide qu'il apportera.

Si réconfortantes que soient, du point de vue de la défense, des forces armées comptant plus de six millions d'hommes, le fait brutal est qu'il nous en coûtera fort cher. Les frais d'entretien et d'équipement sont exorbitants, et, dans les conditions actuelles, ils continueront indéfiniment de l'être. Toutefois, d'une façon ou d'une autre, il faut payer notre écot. En outre, nos ressources collectives doivent prévoir une aide considérable aux pays moins prospères que nous, de crainte qu'ils ne se rallient pour toujours au communisme. Car, ne l'oublions pas, si, en plus des autres efforts